



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° E-2024-32 Société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze à Biars-sur-Cère

La préfète du Lot,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de la préfète du Lot - madame RAULIN (Claire) ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 1978 modifié autorisant la société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze à exploiter sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère, une usine de fabrication de traverses sous rails et de bois d'appareils de voie ferrée traités à la créosote ;

Vu l'arrêté préfectoral n° E-2013-318 en date du 10 octobre 2013 modifié autorisant la SNCF à exploiter une usine de fabrication de traverses sous rails traitées à la créosote sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° E-2022-126 du 17 mai 2022 délivré à la société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze ;

Vu le dossier de « porter à connaissance » reçu le 28 novembre 2022 et complété le 27 avril 2023 et le 1^{er} août 2023 relatif au projet d'adaptation industrielle de l'imprimerie ;

Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 4 septembre 2023 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 22 septembre 2023 à la connaissance du demandeur ;

Vu les réponses du demandeur transmises par courrier en date du 9 octobre 2023 et par courriel en date du 4 janvier 2024 sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet d'adaptation industrielle de l'imprégnerie ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

Considérant que le projet d'adaptation industrielle de l'imprégnerie ne modifie pas le classement de l'installation au titre de la nomenclature ICPE ;

Considérant que le projet d'adaptation industrielle de l'imprégnerie n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, en particulier qu'il ne génère aucune situation de nature à amplifier les dangers vis-à-vis des tiers et des personnes déjà recensés par l'activité du site ;

Considérant que le projet d'adaptation industrielle de l'imprégnerie ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le tableau des activités de l'établissement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de soumettre ce projet d'arrêté à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Lot,

ARRÊTE

ARTICLE 2 :

L'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° E-2013-318 en date du 10 octobre 2013 autorisant la SNCF à exploiter une usine de fabrication de traverses sous rails traitées à la créosote sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère modifié est remplacé par l'article suivant :

« Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Le réglage et l'entretien des installations de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration. Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,*
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.*

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité. »

ARTICLE 3 :

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° E-2013-318 en date du 10 octobre 2013 autorisant la SNCF à exploiter une usine de fabrication de traverses sous rails traitées à la créosote sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère modifié est remplacé par l'article suivant :

« Article 3.2.2 : Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Polluants
3	Atelier d'imprégnation pompe à vide 1	COV, cuivre
3bis	Atelier d'imprégnation pompe à vide 2	COV, cuivre
4	Atelier scierie	Poussières bois

»

ARTICLE 4 :

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° E-2013-318 en date du 10 octobre 2013 autorisant la SNCF à exploiter une usine de fabrication de traverses sous rails traitées à la créosote sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère modifié est remplacé par l'article suivant :

« Article 3.2.3 : Conditions Générales de rejet

N° de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse d'éjection mini
3	15	0,323	1 000	
3bis	15	0,266	1 000	5 m/s

ARTICLE 5 :

Les articles 3.2.4.1, 3.2.4.3, 3.2.5 et 9.2.2 de l'arrêté préfectoral n° E-2013-318 en date du 10 octobre 2013 autorisant la SNCF à exploiter une usine de fabrication de traverses sous rails traitées à la créosote sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère modifié sont abrogés.

ARTICLE 6 :

L'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral n° E-2013-318 en date du 10 octobre 2013 autorisant la SNCF à exploiter une usine de fabrication de traverses sous rails traitées à la créosote sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère modifié est remplacé par l'article suivant :

« Article 4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux susceptibles d'être en contact avec des produits polluants sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 4.3.1. ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. »

ARTICLE 7 :

L'article 4.3.7.1 de l'arrêté préfectoral n° E-2013-318 en date du 10 octobre 2013 autorisant la SNCF à exploiter une usine de fabrication de traverses sous rails traitées à la créosote sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère modifié est remplacé par l'article suivant :

« Article 4.3.7.1. Rejets dans le milieu naturel

Les eaux de lavage des engins sont collectées puis éliminées en tant que déchets. Le rejet de ces eaux de lavage des engins et des ateliers est interdit.

Les eaux recueillies dans le bassin de décantation du site sont traitées en vue de leur recyclage. »

ARTICLE 8 :

Le chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral n° E-2013-318 en date du 10 octobre 2013 autorisant la SNCF à exploiter une usine de fabrication de traverses sous rails traitées à la créosote sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère modifié est abrogé.

ARTICLE 9 :

L'arrêté préfectoral complémentaire n° E-2022-126 du 17 mai 2022 est abrogé.

ARTICLE 10 : phase transitoire

Pendant la phase transitoire mentionnée dans le paragraphe 4.4 du porter à connaissance du 28 novembre 2022 susvisé, l'exploitation simultanée de l'installation historique utilisant la créosote et la nouvelle installation à l'huile cuivrée est autorisée.

Ce fonctionnement en phase transitoire respecte les seuils autorisés dans l'arrêté préfectoral n° E-2013-318 en date du 10 octobre 2013.

Durant cette période, l'exploitant transmet mensuellement à la DREAL les quantités de créosote et d'huile cuivrée présentes sur le site. La quantité totale de créosote et d'huile cuivrée susceptible d'être présente dans l'installation respecte le seuil de 390 tonnes.

L'exploitant notifie au préfet et à l'inspection la date de début de mise en service de la nouvelle imprégnerie et la fin de cette période transitoire (mise à l'arrêt de l'imprégnerie historique).

ARTICLE 11 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 12 : Publicité

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Lot, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 13 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Lot et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Lot et dont une copie sera notifiée :

- au Chef de l'unité inter-départementale Tarn-et-Garonne/Lot de la DREAL Occitanie à Cahors,
- au Maire de la commune de Biars-sur-Cère.

Cahors, le 29 JAN 2024

La préfète

Claire RAULIN

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais ci-dessous :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois soit d'un :

- recours gracieux auprès du Préfet du Lot – Place Jean-Jacques Chapou 46009 cedex Cahors. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours,
- recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique – Grande Arche de La Défense – paroi sud / Tour Sequoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans

un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

